

loppement de la science et de la technologie, nous disions aux pays pauvres d'abandonner ces mesures, ce qui n'a fait qu'élargir le fossé technologique entre eux et les pays plus développés. (...)

En fait, nous n'avons pas suivi la logique de la mondialisation. Nous avons eu une mondialisation économique asymétrique, sans sociale-démocratie mondiale, sans un sens de solidarité mondiale, sans les moyens aidant au bon fonctionnement local et national des sociétés. (...)

La mondialisation peut être un succès, pour les pauvres comme pour les riches et les puissants.

Nous devons d'abord faire face aux injustices du commerce international et des lois financières ainsi qu'aux insuffisances de certaines de nos institutions économiques internationales. Nous devons comprendre que ces injustices et insuffisances sont une conséquence presque inévitable de notre système de gouvernance mondiale. Mais, par dessus tout, le monde a besoin d'un changement de mentalité qui placerait la mondialisation économique dans un contexte plus large de mondialisation des idées, de la démocratie, de la responsabilité sociale et de la solidarité. Le combat sera difficile mais je crois que le jeu en vaut la chandelle. ■

La mondialisation maîtrisée

TANGUY DE WILDE

Si l'intellectuel est fait pour le doute, l'homme politique est fait pour le choix. Sans être à proprement parler ni l'un, ni l'autre, Pascal Lamy pense la politique et avance des propositions. Il trace un chemin entre les préférences collectives, il ouvre les voies du préférable face au détestable.



Tanguy de Wilde est professeur au Département des sciences politiques et sociales de l'UGL.

Pascal Lamy est Commissaire européen. Un drôle d'oiseau, comme le dit son ami l'écrivain Erik Orsenna. Un drôle d'oiseau, une sorte d'hybride. Instigateur des projets de la Communauté, c'est lui qui les négocie avec les États tiers, c'est lui qui les exécute, mais seulement après que d'autres que lui – le Conseil des ministres, le Parlement européen – les auront acceptés. En lui s'incarne une des complexités institutionnelles de l'Europe communautaire¹.

Cette Europe dont il connaît les recoins et les vertus depuis qu'il a emprunté le sillage de Jacques Delors. Lors de la relance européenne des années quatre-vingt, qui mènera au succès actuel de la monnaie unique, il est le directeur de cabinet du président de la Commission. Ce rôle, il le joue à une époque où s'ouvrent de nouvelles frontières sur les gravats effondrés du mur de Berlin.

Ces bouleversements viendront asseoir ses convictions politiques : celles-ci sont européennes

et socialistes, avec les accents propres à la démocratie nordique, qui représente son modèle politique. L'économie de marché est un facteur de croissance, certes, mais sans correctifs sociaux, elle accroît aussi l'injustice. D'où la nécessité d'une économie sociale de marché pour allier l'efficacité et la justice. Quant à l'intégration européenne, elle démontre, à ses yeux, qu'il est possible de tourner le dos à la guerre, en dynamisant l'échange, la coopération, la connaissance mutuelle, en établissant des règles et des politiques communes.

Mais il y a davantage. Pascal Lamy fait sienne une pensée de Jean Monnet : l'Union européenne n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain. L'Union européenne indique la voie d'une destinée commune de l'humanité et la nécessité d'une gestion plurielle, voire post-nationale, des intérêts collectifs. Elle est ainsi pour lui un laboratoire instructif, celui de la maîtrise de la mondialisation.

« La globalisation maîtrisée », voilà bien le concept-clé forgé par Pascal Lamy ; concept fruste, concède-t-il, mais robuste à l'épreuve. Les rythmes, les effets de la mondialisation doivent être gérés, pilotés, pour prendre en compte des enjeux aussi essentiels que le développement durable, la santé publique, l'éducation, la pro-

1. Erik Orsenna, Préface de l'ouvrage de Pascal Lamy, *L'Europe en première ligne*, Paris, Seuil, 2002, pp. 9-10.

tection sociale, la diversité culturelle. À défaut, l'accroissement des échanges signifie à terme une multiplication des injustices et l'aliénation au marché.

Ce leitmotiv, Pascal Lamy l'a exprimé d'emblée devant le Parlement européen, au seuil de son entrée en fonction comme Commissaire en 1999. Très vite toutefois, il expérimentera les difficultés existant pour mettre en pratique des solutions maîtrisant la globalisation.

Selon les actions qu'il entend promouvoir, Pascal Lamy rencontre des résistances issues d'horizons contradictoires. Celles-ci démontrent à chaque occasion le caractère ambivalent, voire ambigu, de la mondialisation.

Quand il défend les intérêts européens malmenés par l'administration américaine et qu'il applique des mesures de défense commerciale aux pamplemousses de Floride, c'est le président Bush qui se sent personnellement attaqué par cet homme et le lui dit. Peu impressionné, Pascal Lamy lui tient tête, fort du bon droit de la puissance européenne, *in casu*.

Tout sauf les armes

La situation est plus complexe quand il se tourne vers les 49 pays les moins avancés (PMA) de la planète. Ceux-ci bénéficient déjà d'un large accès au marché européen en vertu du système des préférences généralisées (SPG) applicable à l'ensemble des pays en développement. Mais Pascal Lamy entend leur permettre d'être chez eux sur le marché européen et prône une ouverture complète à leurs produits. La proposition est baptisée « Tout sauf les armes ». Dans un premier temps, elle ne passe pas. Certains membres de la Commission renâclent, certains États de l'Union aussi appréhendent cette concurrence potentielle... Et ce sont les organisations non gouvernementales (ONG) qui viennent soutenir l'idée émise par Pascal Lamy. Oxfam, notamment, écrira au Premier ministre britannique pour rallier le Royaume-Uni à la proposition disputée. À force de persuasion, les instances européennes adopteront la proposition « Tout sauf les armes ».

Par contre, les pays du Sud exprimeront clairement au commissaire en charge du Commerce leur refus de se voir imposer des normes de protection sociale, bannissant, par exemple, le travail des enfants. Certains États craignent de perdre une main d'œuvre bon marché et un avan-

tage comparatif. Sur ce terrain, la persuasion doit encore faire son œuvre; la mondialisation peine à maîtriser ses conséquences néfastes, le défi demeure.

Autre accès à garantir aux pays les plus pauvres: celui des médicaments. Dans cette problématique, à travers Pascal Lamy, l'Union européenne se place en première ligne pour élaborer des solutions originales conciliant les exigences de la santé publique et la préservation de la propriété intellectuelle des laboratoires de recherche.

Maîtriser la mondialisation requiert ainsi des talents de négociateur et une constante créativité. Il n'y a pas de recette préétablie, ni de norme d'emblée sûre pour réguler la fluide variété des situations. Ces talents ne vous font apparemment pas défaut, Monsieur Lamy. Jacques Delors voyait déjà en vous un moine-soldat; sobre et intègre comme le moine, organisé et efficace comme un soldat.

Plus récemment, un Premier ministre chinois (Zhu Rongji) vous a déclaré à Pékin: « Vous êtes un homme d'intégrité, Monsieur Lamy, mais il est très difficile de négocier avec vous ».

Voilà aussi où nous plaçons notre espoir pour l'avenir, notamment dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) liées à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS): que votre intégrité et votre habileté de négociateur convainquent tous les protagonistes de ce dossier que l'éducation n'est pas une simple marchandise et que le savoir ne s'achète pas à l'encan sur un marché.

Ceci complète les raisons évoquées précédemment pour lesquelles, Monsieur le Recteur, je vous demande d'octroyer, au nom de notre université, le titre de docteur *honoris causa* à Pascal Lamy. ■



Serge Houlette

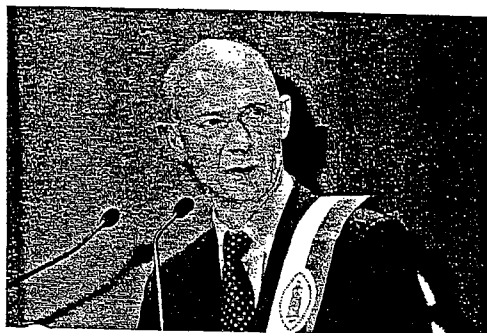
Jacques Delors voyait en Pascal Lamy un moine-soldat: sobre et intègre comme le moine, organisé et efficace comme un soldat

« Pour faire progresser les réglementations dans le cadre mondial, les socialistes doivent recuser clairement la dénonciation des grandes institutions internationales. (...) À quoi servirait de contester la mondialisation si, faute d'instances appropriées pour fixer des règles, on laissait jouer sans frein les rapports de force et dominer unilatéralement la puissance américaine ? »
Lionel Jospin, docteur *honoris causa* de l'UCL en 2000, dans « Être utile »
Le Monde, 31 janvier 2003.

Défendre le modèle européen

PASCAL LAMY

De son engagement européen, Pascal Lamy tire trois convictions : 1. La mondialisation doit unir et non diviser. 2. Sa maîtrise est le véritable enjeu de la construction européenne. 3. L'avenir de celle-ci se joue dans la rédaction de la future Constitution européenne.



J'aime le débat... Par conséquent, je me réjouis de ce que l'attribution du doctorat *honoris causa* à une personnalité — je cite — « associée à des politiques qui ont contribué et contribueront vraisemblablement à aggraver les excès et les dérives inhérentes à la globalisation néolibérale »¹, réveille enfin un engouement qui n'a que trop tardé, pour des thèmes, abstraits en apparence

mais — et cela les pétitionnaires l'ont bien compris — très importants pour l'avenir de nos sociétés et pour le développement du Sud.

Les tensions internationales du moment donnent un caractère plus grave que je ne l'aurais souhaité à la question, que je voudrais approfondir avec vous ce soir : quel rôle pour l'Europe dans la mondialisation ?

Autant le dire d'emblée : l'Europe constitue le cœur de mon engagement, personnel et professionnel. Et c'est de cet engagement que je tire trois convictions. Première conviction : la mondialisation doit être vécue comme un projet universalisant : elle ne doit pas exclure ! Elle doit intégrer ! Elle ne doit pas diviser, elle doit unir toute la planète ! C'est pourquoi il faut maîtriser la mondialisation. Deuxième conviction : cette maîtrise de la mondialisation est désormais le véritable enjeu de la construction européenne. C'est à nos générations, la mienne, la vôtre, qu'il appartient d'étendre à la planète le projet de paix que nos pères fondateurs ont conçu, il y a 50 ans, pour notre continent. Troisième conviction : l'avenir de ce projet se joue aujourd'hui, et d'abord au sein de la Convention qui travaille actuellement sur le projet de Constitution européenne.

Au départ, la mondialisation n'est pas un projet. Elle est un mouvement, le produit d'une convergence de processus technologiques, éco-

nomiques et politiques dont la trame se dessine de plus en plus clairement : il n'y a pas de complot derrière la mondialisation, mais une logique, celle du

capitalisme de marché.

Avec la globalisation, le capitalisme de marché que nos pays avaient réussi à discipliner dans les Trente Glorieuses, s'émancipe de ses cadres nationaux de régulation ; il les met en concurrence, par le jeu des délocalisations et de la pression des marchés financiers, de manière à obtenir des rentabilités maximales au prix d'une taxation minimale. De la sorte, les gains d'efficacité qu'il génère et la croissance mondiale qu'il anime, profitent davantage à ceux qui ont déjà beaucoup, c'est-à-dire aux détenteurs des ressources mondialement rares que sont l'épargne, la connaissance, la technologie, les savoir-faire très qualifiés et qui ont un accès privilégié aux réseaux mondiaux d'information. Ceux que Bob Reich appelle les manipulateurs de symboles...

Injustice

Obnubilés par les avancées technologiques et par la croissance mondiale de ces dernières décennies, certains ont perdu de vue que l'instabilité et l'injustice sont des conséquences de l'efficacité du capitalisme de marché ; faute d'une régulation mondiale et de politiques internes adéquates, elles resurgissent aujourd'hui au grand jour, creusant les inégalités, agrandissant le fossé Nord-Sud et menaçant l'environnement.

L'enjeu est clair. À ceux qui voudraient nous faire choisir entre la croissance et la justice, entre la concurrence et la solidarité, il faut répondre : non ! C'est bien des deux dont nous avons besoin. Assumons la mondialisation par les marchés parce qu'elle dégage un potentiel énorme de développement. Mais assignons-lui un cadre global de régulation pour assurer que ce développement sera équitable et durable. (...)

C'est la tâche de l'OMC, de l'OIT, de la FAO et des différentes instances de normalisation en matière d'environnement, de santé et de diversité culturelle que de concilier liberté des échanges,

1. NDLR : Ces termes sont extraits du texte d'une pétition lancée par l'Assemblée générale des étudiants de Louvain (AGL) contestant l'attribution du titre de Docteur *honoris causa* de l'UCL à Pascal Lamy.

clé de l'efficience, et respect de normes minimum. (...)

Enfin, pour réguler utilement la sphère réelle, il nous faut réguler pareillement la sphère financière, comme nous le montrent à nouveau la bulle boursière, les manipulations comptables et les vagues de spéculation qui déstabilisent les économies émergentes. Il est grand temps que l'Union européenne agisse de concert, en parlant d'une seule voix, au sein des Institutions financières de Bretton Woods pour définir la conditionnalité attachée à leurs prêts aux pays en développement. Il est grand temps aussi que l'accord politique intervenu récemment sur l'harmonisation fiscale de l'épargne serve enfin de base pour placer les paradis fiscaux sous étroite surveillance et maîtriser ainsi l'hémorragie — illégale — des capitaux du Sud vers le Nord.

L'Europe doit s'affirmer

J'en viens ainsi à ma deuxième conviction: l'Europe, qui avait jeté les bases d'un modèle de développement équilibré, doit affirmer cette voie originale dans la gouvernance de l'économie mondiale. Car le combat pour la maîtrise de la globalisation commence d'abord ici, en Europe.

L'Europe a aujourd'hui le choix, mais elle se divise sur ce choix! D'aucuns se satisfont du *statu quo* que je résumerais en quatre mots: un grand marché et une monnaie unique, mais ni gouvernement économique, ni politique étrangère, ni défense propre. De l'expérience des dernières années, ils retiennent les mérites de la convergence par les règles qui, de fait, a permis le marché unique et la monnaie unique. Mais ils oublient que, pour faire vivre ces acquis et en permettre d'autres, il faut définir un projet commun et lui associer des politiques. Et, à terme, ils nous font courir le risque de transformer l'ambition européenne en simple gestion d'une zone de libre échange, de voir l'Europe sociale prise en otage par la non-Europe fiscale, de laisser d'autres décider pour nous si nous devons demeurer divisés sur la scène internationale, en un mot, de renoncer à toute Europe politique.

Dès lors, d'autres, au rang desquels je me compte, entendent inscrire le projet européen dans la vocation humaniste de l'Europe, celle qui nous a permis, au prix d'âpres luttes sociales et politiques, de construire un modèle d'économie sociale de marché où la prospérité est partagée au nom de la justice, et une société où tout ne se pré-



te pas à l'échange marchand, où la vie privée, la culture, le sport, l'éducation, la santé sont préservés de ses intrusions abusives, où la citoyenneté est vécue comme un devoir autant qu'un droit. C'est l'expérience du développement durable chez elle qui confèrera à l'Europe la crédibilité nécessaire pour favoriser le développement durable dans le monde, seule alternative véritable à l'approche sécuritaire parfois préférée aux États-Unis et, peut-être, demain, sur d'autres continents. (...)

Valeurs communes

Ce qui m'amène à ma troisième conviction, marquée par un authentique sentiment d'urgence: c'est la Constitution sur laquelle planche la Convention qui doit donner à l'Europe les moyens de cette ambition. Le temps est révolu où l'Europe était ce petit paradis social bien assis entre un bloc soviétique neutralisé par l'Alliance atlantique et ses anciennes colonies ou protectorats de Méditerranée ou d'Afrique, sources de matières premières et marchés captifs.

Aujourd'hui que le monde s'est débarrassé des cloisonnements de la guerre froide et de l'ère coloniale, il est à la recherche de son unité dans des modèles économiques et politiques fondés sur des valeurs et des principes communs; l'Union européenne doit donc penser son propre modèle dans l'ouverture au monde et l'interdépendance. Dès lors, l'avenir du modèle européen repose sur trois piliers: la compétitivité, clé de la prospérité sur la durée, la solidarité, qui assure l'équilibre interne de nos sociétés ouvertes, la générosité, qui est le devoir des pays les plus riches.

La Convention est le lieu où le débat prend enfin corps sur l'articulation entre modèle européen, institutions, et projection de la puissance européenne dans la gouvernance globale. Elle est le creuset d'où peut naître une authentique Europe unie, dépassant les vieilles querelles, réunie autour d'un même projet. (...)